

me, quittant la Faculté, leur répète ce qui ont déjà dit bien souvent : « Soyons non seulement des hommes de science, mais des hommes de devoir et de charité. »

Paul M. Decramer, qui remercia d'abord les étudiants des travaux qu'ils envoient au bulletin du Syndicat et rappelle qu'aujourd'hui, plus que jamais, l'union est nécessaire et qu'il dépend de nous de lui faire donner les résultats que nous en attendons.

La première partie de la séance se termine par les salutations paroles de M. Fabre et quelques mots du docteur Duret. Le Président donne alors la parole à un amateur de chants, qui, aidé du distingué pianiste qu'est M. Henri Waller, fera entendre leur concert jusqu'à une heure un peu tardive, sans nuire cependant au traditionnel chant des Étudiants des Facultés Catholiques.

## ROUBAIX LA GRÈVE

### L'Établissement Henry Ternynck & Fils

UN COUP D'ŒIL RETROSPECTIF. — UNE NOUVELLE RÉUNION ET LE VOTE À BULLETIN SECRET.

« Tous les ouvriers tisserands de l'établissement Henry Ternynck & Fils sont convoqués à une assemblée qui aura lieu aujourd'hui mercredi, à huit heures du matin, au siège ordinaire de leurs réunions, 73, boulevard de Belfort. Présence indispensable. »

Cet avis adressé aux journaux par le maître nous engage à revenir sur les motifs qui ont amené la grève du tissage de MM. Henry Ternynck & Fils et à rappeler les pourparlers nombreux qui ont été engagés pour tenter de mettre d'accord patrons et ouvriers. Ces quelques explications permettront de saisir le but et l'importance de la réunion d'aujourd'hui qui, espérons-le, mettra fin à ce long conflit commencé le 25 février et qui a coûté quatre cents ouvriers deux cents chômeurs forcés.

La cause initiale de la grève fut la démission prise par MM. Ternynck de payer au compte, suivant un tarif préalablement dressé, les tissages réalisés dans les établissements. Les tisserands refusèrent de signer cette réglementation car elle permettait plus de gagner un salaire équitable. MM. Ternynck assuraient, au contraire, que dans les conditions proposées par eux, les tisserands pourraient aisément gagner plus qu'ils ne gagnaient étant payés à la journée.

Après trois mois de pourparlers qui n'amenèrent aucune entente, M. le Préfet du Nord essaya de faire cesser le conflit.

## DÉPÊCHES DE LA NUIT

### Le contrat des Hospices de Lille et l'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE

Paris. — La Commission administrative des Hospices de Lille passait en 1876 un traité avec la Faculté Catholique. Aux termes de ce traité, les hospices civils de Lille devaient mettre à la disposition de la Faculté Catholique 125 lits pour l'insurrection annuelle des prisonniers et des aliénés.

En échange de cette concession, la Faculté Catholique versait 140.000 francs dans la caisse des Hospices.

La convention fut approuvée par le préfet de Lille, M. le baron Laguy.

La ville de Lille ayant obtenu la nullité de ce contrat, le tribunal civil et le conseil d'État ont déclaré nul et déchu de son effet le traité.

Sur pourvoi en cassation de la ville de Lille, la Chambre civile présidée par M. Balot-Beaupré, vient de casser l'arrêt de la cour de Douai.

La Cour de Cassation, dans son arrêt, dit que le contrat intervenu entre la Commission des hospices et la Faculté Libre n'est pas un contrat civil comme l'a jugé la Cour de Douai, mais bien un contrat administratif.

Une Cour d'appel de renvoi sera désignée par le statut de nouveau.

Conclusions conformes de M. l'avocat général Melcot.

## LES TROUBLES dans le Midi

### Marcelin Albert s'explique

Narbonne. — Une foule considérable a envahi Argelliers et à une heure Marcelin Albert a dû monter sur un toit afin d'expliquer son entrevue avec M. Clémenceau.

Il insista sur le fait que ce n'est pas un mandat de prisonnier, mais un mandat de conseil. Il assure avoir quitté Argelliers que pour se rendre à Paris.

Clémenceau lui dit : « Avez-vous des connaissances, j'avais des soupçons sur vous, maintenant je suis sûr que vous n'avez rien de suspect. Allez chez vos collègues et dites-leur que le président du Conseil est désolé de tout pour assurer le triomphe de la loi. »

Si les municipalités veulent rentrer dans la légalité, les mesures de rigueur seront délaissées. Si ces propositions sont repoussées vous vous conduirez prisonnier. »

J'ai bien l'intention de le déplaquer, mais je n'ai pas dans les circonstances actuelles, a déclaré M. Clémenceau.

Et Marcelin Albert, demandant-nous, que devient-il ?

« Il était dans l'après-midi à Argelliers, où à un lieu, à un heure et demi, une réunion a eu lieu, à laquelle assistaient 1.500 personnes. L'impulsion a été donnée par Clémenceau, qui est venu à Argelliers et qui a montré, plus que jamais, son énergie et son caractère décidé de consulter les comités. »

Cependant, je suis informé que le Comité d'Arges a été invité par le Comité d'Argelliers à continuer la résistance.

C'est contradictoire, attention.

— Et la situation ?

— Rien de nouveau, aucun incident.

— Et les mesures du 17, sont-elles embarrasées ?

— C'est pour ce soir ?

— Pas de réponse.

### Décision du Comité Fédéral

Narbonne. — Les délégués des comités locaux se sont réunis à Argelliers. Après un discours de Marcelin Albert, l'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité : « Le Comité de défense viticole, réuni à Argelliers sous la présidence de son Comité

Il vit les délégués ouvriers ; ceux-ci lui répondirent qu'ils accepteraient bien d'être payés au compte, mais avec un tarif leur assurant un salaire journalier de quatre francs pour un travail normal. Il y eut M. Ternynck qui répondit qu'il ne pouvait changer de décision étant donné que, dans sa pensée, le tarif proposé pour les chantillonniers devait procurer à l'ouvrier un salaire quotidien supérieur au prix de la journée jusqu'à présent, soit quatre francs.

N'ayant pu aboutir, M. le Préfet pria, le 12 juin, M. Francis Roussel, président de la Chambre de Commerce de Roubaix, d'offrir sa médiation obligée et de chercher à obtenir le consentement des deux parties à une réglementation qui ferait cesser la grève.

M. Francis Roussel est plusieurs reprises avec M. Ternynck et avec les délégués des ouvriers en grève. Il n'arriva pas non plus à une entente. Cependant il crut devoir faire encore une tentative et présenter aux délégués des ouvriers la proposition suivante qui lui paraissait juste et équitable :

### ROUBAIX LA GRÈVE

### L'Établissement Henry Ternynck & Fils

« Tous les ouvriers tisserands de l'établissement Henry Ternynck & Fils sont convoqués à une assemblée qui aura lieu aujourd'hui mercredi, à huit heures du matin, au siège ordinaire de leurs réunions, 73, boulevard de Belfort. Présence indispensable. »

Cet avis adressé aux journaux par le maître nous engage à revenir sur les motifs qui ont amené la grève du tissage de MM. Henry Ternynck & Fils et à rappeler les pourparlers nombreux qui ont été engagés pour tenter de mettre d'accord patrons et ouvriers. Ces quelques explications permettront de saisir le but et l'importance de la réunion d'aujourd'hui qui, espérons-le, mettra fin à ce long conflit commencé le 25 février et qui a coûté quatre cents ouvriers deux cents chômeurs forcés.

La cause initiale de la grève fut la démission prise par MM. Ternynck de payer au compte, suivant un tarif préalablement dressé, les tissages réalisés dans les établissements. Les tisserands refusèrent de signer cette réglementation car elle permettait plus de gagner un salaire équitable. MM. Ternynck assuraient, au contraire, que dans les conditions proposées par eux, les tisserands pourraient aisément gagner plus qu'ils ne gagnaient étant payés à la journée.

Après trois mois de pourparlers qui n'amenèrent aucune entente, M. le Préfet du Nord essaya de faire cesser le conflit.

## DÉPÊCHES DE LA NUIT

### Le contrat des Hospices de Lille et l'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE

Paris. — La Commission administrative des Hospices de Lille passait en 1876 un traité avec la Faculté Catholique. Aux termes de ce traité, les hospices civils de Lille devaient mettre à la disposition de la Faculté Catholique 125 lits pour l'insurrection annuelle des prisonniers et des aliénés.

En échange de cette concession, la Faculté Catholique versait 140.000 francs dans la caisse des Hospices.

La convention fut approuvée par le préfet de Lille, M. le baron Laguy.

La ville de Lille ayant obtenu la nullité de ce contrat, le tribunal civil et le conseil d'État ont déclaré nul et déchu de son effet le traité.

Sur pourvoi en cassation de la ville de Lille, la Chambre civile présidée par M. Balot-Beaupré, vient de casser l'arrêt de la cour de Douai.

La Cour de Cassation, dans son arrêt, dit que le contrat intervenu entre la Commission des hospices et la Faculté Libre n'est pas un contrat civil comme l'a jugé la Cour de Douai, mais bien un contrat administratif.

Une Cour d'appel de renvoi sera désignée par le statut de nouveau.

Conclusions conformes de M. l'avocat général Melcot.

## LES TROUBLES dans le Midi

### Marcelin Albert s'explique

Narbonne. — Une foule considérable a envahi Argelliers et à une heure Marcelin Albert a dû monter sur un toit afin d'expliquer son entrevue avec M. Clémenceau.

Il insista sur le fait que ce n'est pas un mandat de prisonnier, mais un mandat de conseil. Il assure avoir quitté Argelliers que pour se rendre à Paris.

Clémenceau lui dit : « Avez-vous des connaissances, j'avais des soupçons sur vous, maintenant je suis sûr que vous n'avez rien de suspect. Allez chez vos collègues et dites-leur que le président du Conseil est désolé de tout pour assurer le triomphe de la loi. »

Si les municipalités veulent rentrer dans la légalité, les mesures de rigueur seront délaissées. Si ces propositions sont repoussées vous vous conduirez prisonnier. »

J'ai bien l'intention de le déplaquer, mais je n'ai pas dans les circonstances actuelles, a déclaré M. Clémenceau.

Et Marcelin Albert, demandant-nous, que devient-il ?

« Il était dans l'après-midi à Argelliers, où à un lieu, à un heure et demi, une réunion a eu lieu, à laquelle assistaient 1.500 personnes. L'impulsion a été donnée par Clémenceau, qui est venu à Argelliers et qui a montré, plus que jamais, son énergie et son caractère décidé de consulter les comités. »

Cependant, je suis informé que le Comité d'Arges a été invité par le Comité d'Argelliers à continuer la résistance.

C'est contradictoire, attention.

— Et la situation ?

— Rien de nouveau, aucun incident.

— Et les mesures du 17, sont-elles embarrasées ?

— C'est pour ce soir ?

— Pas de réponse.

### Décision du Comité Fédéral

Narbonne. — Les délégués des comités locaux se sont réunis à Argelliers. Après un discours de Marcelin Albert, l'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité : « Le Comité de défense viticole, réuni à Argelliers sous la présidence de son Comité

Syndicat mine de l'Industrie Reunisienne. — Assemblée générale et fête de famille du dimanche 23 juin. — Lundi, à 8 h. il a été procédé aux élections des membres du bureau. Les noms des gagnants : 1<sup>er</sup> prime, M. Bauwens Charles, de la maison Thies-Boutier fils, pensionnaire, 4492, M. Deboquois Antoine, id., 4. 2<sup>e</sup> prime, M. Langenhach Jean, d'Anvers, id., 1877/330. 3<sup>e</sup> prime, M. Georges Léonard, d'Anvers, id., 1877/330. 4<sup>e</sup> prime, M. Sibille Benoît, d'Anvers, id., 1877/330. 5<sup>e</sup> prime, M. Bouveny Henri, d'Anvers, id., 1877/330. 6<sup>e</sup> prime, M. Delaere Emilie, d'Anvers, id., 1877/330. 7<sup>e</sup> prime, M. Duboucq Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 8<sup>e</sup> prime, M. Delsalle Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 9<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 10<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 11<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 12<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 13<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 14<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 15<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 16<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 17<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 18<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 19<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330. 20<sup>e</sup> prime, M. Heysse Jules, d'Anvers, id., 1877/330.

## ROUBAIX LA GRÈVE

### L'Établissement Henry Ternynck & Fils

« Tous les ouvriers tisserands de l'établissement Henry Ternynck & Fils sont convoqués à une assemblée qui aura lieu aujourd'hui mercredi, à huit heures du matin, au siège ordinaire de leurs réunions, 73, boulevard de Belfort. Présence indispensable. »

Cet avis adressé aux journaux par le maître nous engage à revenir sur les motifs qui ont amené la grève du tissage de MM. Henry Ternynck & Fils et à rappeler les pourparlers nombreux qui ont été engagés pour tenter de mettre d'accord patrons et ouvriers. Ces quelques explications permettront de saisir le but et l'importance de la réunion d'aujourd'hui qui, espérons-le, mettra fin à ce long conflit commencé le 25 février et qui a coûté quatre cents ouvriers deux cents chômeurs forcés.

La cause initiale de la grève fut la démission prise par MM. Ternynck de payer au compte, suivant un tarif préalablement dressé, les tissages réalisés dans les établissements. Les tisserands refusèrent de signer cette réglementation car elle permettait plus de gagner un salaire équitable. MM. Ternynck assuraient, au contraire, que dans les conditions proposées par eux, les tisserands pourraient aisément gagner plus qu'ils ne gagnaient étant payés à la journée.

Après trois mois de pourparlers qui n'amenèrent aucune entente, M. le Préfet du Nord essaya de faire cesser le conflit.

## DÉPÊCHES DE LA NUIT

### Le contrat des Hospices de Lille et l'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE

Paris. — La Commission administrative des Hospices de Lille passait en 1876 un traité avec la Faculté Catholique. Aux termes de ce traité, les hospices civils de Lille devaient mettre à la disposition de la Faculté Catholique 125 lits pour l'insurrection annuelle des prisonniers et des aliénés.

En échange de cette concession, la Faculté Catholique versait 140.000 francs dans la caisse des Hospices.

La convention fut approuvée par le préfet de Lille, M. le baron Laguy.

La ville de Lille ayant obtenu la nullité de ce contrat, le tribunal civil et le conseil d'État ont déclaré nul et déchu de son effet le traité.

Sur pourvoi en cassation de la ville de Lille, la Chambre civile présidée par M. Balot-Beaupré, vient de casser l'arrêt de la cour de Douai.

La Cour de Cassation, dans son arrêt, dit que le contrat intervenu entre la Commission des hospices et la Faculté Libre n'est pas un contrat civil comme l'a jugé la Cour de Douai, mais bien un contrat administratif.

Une Cour d'appel de renvoi sera désignée par le statut de nouveau.

Conclusions conformes de M. l'avocat général Melcot.

## LES TROUBLES dans le Midi

### Marcelin Albert s'explique

Narbonne. — Une foule considérable a envahi Argelliers et à une heure Marcelin Albert a dû monter sur un toit afin d'expliquer son entrevue avec M. Clémenceau.

Il insista sur le fait que ce n'est pas un mandat de prisonnier, mais un mandat de conseil. Il assure avoir quitté Argelliers que pour se rendre à Paris.

Clémenceau lui dit : « Avez-vous des connaissances, j'avais des soupçons sur vous, maintenant je suis sûr que vous n'avez rien de suspect. Allez chez vos collègues et dites-leur que le président du Conseil est désolé de tout pour assurer le triomphe de la loi. »

Si les municipalités veulent rentrer dans la légalité, les mesures de rigueur seront délaissées. Si ces propositions sont repoussées vous vous conduirez prisonnier. »

J'ai bien l'intention de le déplaquer, mais je n'ai pas dans les circonstances actuelles, a déclaré M. Clémenceau.

Et Marcelin Albert, demandant-nous, que devient-il ?

« Il était dans l'après-midi à Argelliers, où à un lieu, à un heure et demi, une réunion a eu lieu, à laquelle assistaient 1.500 personnes. L'impulsion a été donnée par Clémenceau, qui est venu à Argelliers et qui a montré, plus que jamais, son énergie et son caractère décidé de consulter les comités. »

Cependant, je suis informé que le Comité d'Arges a été invité par le Comité d'Argelliers à continuer la résistance.

C'est contradictoire, attention.

— Et la situation ?

— Rien de nouveau, aucun incident.

— Et les mesures du 17, sont-elles embarrasées ?

— C'est pour ce soir ?

— Pas de réponse.

### Décision du Comité Fédéral

Narbonne. — Les délégués des comités locaux se sont réunis à Argelliers. Après un discours de Marcelin Albert, l'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité : « Le Comité de défense viticole, réuni à Argelliers sous la présidence de son Comité

Raymond Verstraete, 3 mois, rue de l'Écluse, 24. — Clémentine Leclercq, 71 ans, sans profession, rue de la République, 141. — Yves Bonhomme, 78 ans, sans profession, rue Saint-Jean, 101. — Louis Charlier, garçon de café, rue du Moûlin, 103, et Léa Lecroix, sans profession, rue Neuve, 56. — Eugène Coude, marchand, rue Saint-Honoré, 9, et Valentine Bouthelier, couturière, rue Saint-Honoré, 9.

### LUMINOL

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### WATTELOS

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### CROIX

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### RICQLÈS

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### WASQUEHAL

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### LANNON

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### LYS-LEZ-LANNON

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### BOUSBOECQ

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### LISSHELLES

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### SANT-MARCEAU ET C<sup>o</sup>, REMS

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### HEM

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

### INSTITUT DU VOET

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

## TOURCOING

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse

Baron demandeur en divorce  
v. veuve demanderesse